

Elections générales en Inde : le nationaliste Narendra Modi emporte une victoire historique

vendredi 24 mai 2019, par [BOUISSOU Julien](#), [PEDROLETTI Brice](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mai 2019).

Le premier ministre indien en tête, le nationalisme hindou est désormais au centre de l'échiquier politique. Rahul Gandhi et le parti du Congrès essuient un échec cuisant.

Sommaire

- [Image d'un dirigeant dévoué](#)
- [Une campagne électorale \(...\)](#)
- [Le parti du Congrès écrasé](#)
- [En Inde, « la démocratie \(...\)](#)
- [Eviction des progressistes](#)

L'Inde s'enfoncé dans l'autoritarisme et le nationalisme hindou. Après six semaines d'une élection marquée par un taux de participation record de 67,1 %, le premier ministre indien Narendra Modi, à la tête du parti nationaliste hindou du BJP, a remporté une majorité historique au Parlement, ouvrant la voie à un second mandat de cinq ans.

La victoire est écrasante : en récoltant près de 45 % des voix, le BJP obtient 298 sièges et améliore son score enregistré en 2014. Une victoire qui vient s'ajouter à une liste impressionnante de succès électoraux pour M. Modi : il n'a perdu aucun scrutin depuis qu'il a été élu à la tête de l'Etat indien du Gujarat en 2001.

Jamais depuis l'indépendance de l'Inde en 1947, un autre parti que le Congrès n'avait réussi à remporter une majorité au Parlement pour la deuxième élection consécutive. « Aucun parti n'a pu tromper l'Inde sous le voile du sécularisme » a lancé, jeudi soir, M. Modi devant une foule de supporters rassemblés au quartier général de son parti sous les cris de « Vive le dieu Ram ! ». « Même si le gouvernement se construit avec une majorité, le pays se gouverne avec tout le monde », a-t-il ajouté.

Le BJP résiste dans ses bastions du nord et de l'ouest du pays, et progresse au sud, à l'est et au nord-est de l'Inde dans les Etats du Bengale-Occidental et de l'Orissa, où il était quasi absent. Il regagne des voix au Karnataka, au Madhya Pradesh et au Rajasthan, trois Etats que le BJP avait pourtant perdus il y a seulement quelques mois lors d'élections régionales, mais où la réélection de M. Modi n'était pas en jeu.

Image d'un dirigeant dévoué

La personnalité du dirigeant indien, savamment mise en scène, a largement contribué au raz-de-marée électoral des nationalistes hindous. Elle l'a emportée sur le programme du parti du Congrès,

dans l'opposition, qui promettait notamment un revenu minimal garanti. Elle a résisté aux accusations de népotisme, de corruption et de connivence avec de grands industriels indiens, notamment à propos du contrat de vente par Dassault des avions de combat Rafale. M. Modi a donné de lui l'image d'un dirigeant dévoué, au populisme assumé, à l'aura quasi mystique lorsqu'il s'est retiré au dernier jour du scrutin dans une grotte de l'Himalaya pour méditer devant les caméras de télévision.

Il a aimanté la campagne électorale en imposant et en adaptant ses thèmes à chacune des sept étapes des élections. D'abord celui du nationalisme, quelques semaines après un conflit avec le Pakistan en février, puis celui du mérite, en attaquant la dynastie Nehru Gandhi à la tête du Congrès, le vieux parti de l'opposition.

M. Modi a renvoyé aux Indiens l'image d'un pays fier de lui-même, au nationalisme décomplexé, avec lui comme « *chowkidar* », ou « gardien » de la nation.

A la fin février, l'Inde a bombardé un site au Pakistan, présenté comme un camp du mouvement islamiste Jaish-e-Mohammed, lequel avait revendiqué quelques semaines plus tôt une attaque suicide qui avait tué quarante soldats indiens au Cachemire. Un responsable du BJP avait alors déclaré que « voter pour la fleur de lotus [l'emblème du BJP] » revenait à « lâcher une bombe de 1 000 kg sur les camps terroristes » du Pakistan. Rarement des attaques vis-à-vis du Pakistan avaient été autant mises en scène et médiatisées, permettant à M. Modi d'en tirer un gain politique.

« Le BJP a réussi à faire diversion en faisant passer au second plan les questions de chômage ou de croissance et en insistant davantage sur le patriotisme et le sentiment religieux », explique Gilles Verniers, professeur de sciences politiques à l'université Ashoka, près de New Delhi.

Les attaques du Congrès ont glissé sur le « premier ministre Tefal », comme certains le surnomment en Inde, notamment en ce qui concerne la baisse de la croissance indienne, le chômage ou encore la crise agricole. « On assiste à un découplage entre la performance du gouvernement, dont le bilan est mitigé, et sa performance politique, à savoir son écrasante victoire électorale », constate Gilles Verniers.

Une campagne électorale à 8,6 milliards de dollars

Le leader nationaliste hindou a bénéficié d'un trésor de guerre pour mener sa campagne. Selon les calculs du think tank Centre For Media Studies, sis à New Delhi, les candidats et partis indiens ont investi 8,6 milliards de dollars (7,7 milliards d'euros) dans cette campagne électorale, un niveau jamais atteint dans aucune autre démocratie, y compris aux Etats-Unis. Sur l'année fiscale, qui se termine au 31 mars 2018, le BJP a déclaré des revenus d'un montant cinq fois plus élevé que celui du Congrès.

S'il a beaucoup été question de nationalisme hindou teinté d'islamophobie lors de ces élections, la politique des castes a été très présente dans la stratégie électorale du BJP.

Narendra Modi a su mobiliser, sinon l'ensemble des castes hindoues, au moins les castes supérieures. Celles-là mêmes qui se réclament plus volontiers d'une religion hindoue, où elles occupent un rang privilégié, et se considèrent victimes des quotas destinés aux basses castes dans l'administration et les universités, mis en place lorsque le Congrès était au pouvoir. A cet égard, la mise en place, en janvier, de quotas de 10 % pour les personnes économiquement défavorisées, les premiers qui ne soient pas réservés aux castes inférieures, a été décisive pour s'assurer le soutien de cet électorat.

Avec cette seconde victoire de M. Modi, le nationalisme hindou est désormais au centre de l'échiquier politique indien. Avec l'hégémonie du BJP, c'est une idée de l'Inde imaginée pour et par sa majorité hindoue qui est en train de s'imposer, alors que le pays abrite la deuxième plus grande population musulmane au monde.

Lors de ces élections, Narendra Modi a aussi ouvert le champ politique à l'extrémisme hindou, en nommant dans la circonscription de Bhopal la candidate Pragya Singh Thakur, une religieuse hindoue accusée d'avoir participé à la préparation d'une attaque terroriste contre des musulmans, qui a fait sept morts en 2008. Le premier ministre indien a fait d'elle un symbole national de la persécution dont serait victime la majorité hindoue, tout en essayant de la blanchir des accusations de terrorisme à l'aide des urnes plutôt que par les tribunaux. Jeudi après-midi, la terroriste présumée était en passe de remporter les élections pour devenir députée.

Le parti du Congrès écrasé

Tous les commentateurs indiens se posent désormais la question de l'avenir du Congrès, le vieux parti de l'indépendance. Seule alternative nationale au BJP, il n'est plus que l'ombre de lui-même. Son score n'est guère meilleur qu'en 2014, où il avait enregistré une débâcle historique. « Les promesses et le programme du Congrès n'ont pas imprimé, comme si les électeurs ne voulaient en réalité qu'un dirigeant à la forte personnalité », estime l'analyste politique Neerja Chowdhury.

Entré en politique en 2004, l'héritier de la dynastie Nehru Gandhi attend son heure de gloire depuis quinze ans. La défaite de Rahul Gandhi dans la circonscription d'Amethi, un bastion de la dynastie familiale depuis plusieurs générations, sonne comme un terrible désaveu.

Au cours de la campagne, ses attaques n'ont pas atteint leur cible. Le « scandale Rafale » ? Rahul Gandhi y a dénoncé pêle-mêle la corruption, l'affaiblissement des institutions, mais aussi le capitalisme de connivence. Les sondages montrent que la plupart des électeurs indiens associent désormais le Rafale à un scandale, mais un scandale de quoi ? Les réponses sont plus vagues.

A l'inverse de Narendra Modi, la personnalité de Rahul Gandhi est plus en retrait. Fils et petit-fils des premiers ministres Rajiv Gandhi et Indira Gandhi, tous deux assassinés, Rahul Gandhi a longtemps vécu dans l'ombre de la vie publique et politique. « Il est un politicien non conventionnel, car il n'a pas la même ambition et soif de pouvoir que ceux qui l'entourent », croit savoir Rasheed Kidwai, l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Congrès.

Qu'est-ce qu'un leader du Congrès aujourd'hui ? On se souvient de Jawaharlal Nehru comme du bâtisseur de la nation, d'Indira Gandhi comme de la défenseuse des pauvres, de Rajiv Gandhi comme du modernisateur de l'Inde. Et Rahul Gandhi ? « Peut-être comme d'un héritier arrivé à la politique malgré lui », répond Neerja Chowdhury. Son parti est pourtant le seul en Inde à défendre le sécularisme et une démocratie libérale reposant sur des institutions.

Les plus pessimistes craignent que les élections ne deviennent le dernier vestige de la démocratie indienne. « L'Inde pourrait se diriger vers un régime autoritaire électoral, un régime où les élections sont organisées à l'heure dite, mais où tout le reste, tout ce dont a besoin une démocratie pour survivre, n'existe plus », prédit Yogendra Yadav, un analyste politique devenu chef du parti Swaraj Abhiyan.

Julien Bouissou (New Delhi, correspondance)

En Inde, « la démocratie ethnique » de Modi

Le premier ministre indien, qui brigue un second mandat à l'issue des élections générales en cours, représente un suprématisme ethnique et religieux hindou porté par une classe moyenne nouvellement enrichie, explique le politiste Christophe Jaffrelot dans « L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique ».

Livre. Alors que se tiennent les élections générales indiennes, dont les résultats finaux sont attendus le 23 mai, chacun serait bien avisé de se plonger dans le nouveau livre de Christophe Jaffrelot, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*. Candidat à sa succession, l'actuel premier ministre indien, Narendra Modi, élu en 2014, a ouvert un nouveau chapitre politique pour la plus grande démocratie du monde en donnant pour la première fois la majorité à son parti nationaliste, le Bharatiya Janata Party, ou BJP (parti du peuple indien).

Moins présent qu'un Trump, un Orban ou un Erdogan sur les écrans de télé occidentaux ou dans les pages de journaux, Narendra Modi incarne un national-populisme bien particulier, qui puise dans une longue tradition, et dont les plus ardents défenseurs ont patiemment attendu d'accéder au pouvoir par les urnes. Les retombées n'en sont pas moins brutales auprès de ceux qui en sont la cible, en l'occurrence les minorités musulmane et chrétienne, issues des brassages confessionnels, ethniques et politiques dont l'Inde est le produit.

Eviction des progressistes

Ce national-populisme tourne le dos à la tradition séculariste du sous-continent ainsi qu'à son multiculturalisme, en s'en prenant à ces minorités, mais aussi aux intellectuels progressistes et autres « rationalistes » (militants athéistes) – pour mettre en place ce que M. Jaffrelot appelle une « démocratie ethnique », fondée sur leur « éviction » de l'espace social et politique. Avec des conséquences immenses à l'échelle d'un pays de 1,3 milliard d'habitants – les musulmans constituent 14 % de la population, soit environ 170 millions d'individus, et les chrétiens 2,3 %.

Aujourd'hui directeur de recherche au CERI-Sciences Po/CNRS, Christophe Jaffrelot connaît bien le sujet : son premier livre, tiré de sa thèse, retraçait en 1993 l'histoire des nationalistes hindous des années 1920 aux années 1990 (Les Presses de Sciences Po). Il a ensuite analysé les mutations de la démocratie indienne, d'abord conservatrice et élitiste, puis portée par une révolution silencieuse, qui à la fin des années 1980, a donné progressivement plus de pouvoir politique et économique aux personnes issues des basses castes (*Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation sociopolitique 1885-2005*, Paris, Fayard, 2005).

Cette phase a précipité une « contre-révolution » des élites et d'une classe moyenne nouvellement enrichie. Narendra Modi, lui-même issu de basse caste, en sera le grand rassembleur providentiel, au nom d'une idéologie remontant aux années 1920, l'*Hindutva* (l'« hindouité ») – une sorte de suprématisme ethnique et religieux hindou capable de dépasser les identités de caste. C'est l'époque où des musulmans d'Inde se mobilisent pour défendre le califat de Constantinople menacé par le démembrement de l'Empire ottoman lors des négociations de paix consécutives à la première guerre mondiale.

Les attaques envers des musulmans deviennent plus nombreuses à partir de l'élection de M. Modi en 2014, faisant une cinquantaine de morts de 2015 à 2018

En réaction, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Association des volontaires nationaux), une organisation d'autodéfense et de réforme de la société hindoue, apparaît en 1925, avec la mission « de réformer les esprits pour rendre chaque hindou conscient de son histoire, des menaces qui pèsent sur sa civilisation et de la nécessité de former un corps social et politique uni, le fameux Hindu Rashtra, pour résister à l'Autre, le musulman en priorité », retrace Christophe Jaffrelot. Narendra Modi rejoindra à l'âge de 8 ans l'organisation, qui compte aujourd'hui 3 millions de membres, et en gravira les échelons jusqu'à en devenir un responsable provincial. Le RSS n'a pas cessé entre-temps de se développer, multipliant les branches et les filiales spécialisées - un syndicat étudiant, un parti politique (le BJP), mais aussi des milices qui s'adonnent à des opérations de « vigilantisme », dont le chercheur décrit l'essor et leurs conséquences souvent sinistres.

Ainsi, des « milices de protection de la vache sacrée » passent à tabac ou lynchent les musulmans accusés de transporter de la viande de bœuf ou d'en vendre. Ces attaques vont devenir plus nombreuses à partir de l'élection de M. Modi en 2014, faisant une cinquantaine de morts de 2015 à 2018. D'autres groupuscules sont en croisade contre le « jihad de l'amour » que mèneraient les hommes musulmans contre les femmes hindoues, qu'ils séduiraient pour les convertir à l'islam. Les nationalistes interviennent alors pour reconvertir de force à l'hindouisme les prétendues victimes - et punir, parfois en les tuant, leurs époux.

Ce vigilantisme nationaliste hindou n'est pas un phénomène nouveau en Inde, explique l'auteur. Mais « la prise de pouvoir par le BJP, tant au niveau national qu'à celui des Etats, a introduit une différence de degré, voire de nature susceptible de changer le régime politique du pays ». Et il est devenu plus systématique : « Des campagnes lancées à intervalles réguliers créent un état de mobilisation permanent et soumettent les minorités à un état de peur tout aussi permanent. » Il s'accompagne aussi d'une plus grande tolérance - voire de complicité - de la part de la police, tandis que les musulmans, eux, n'ont jamais été aussi peu représentés dans les institutions et en politique.

Brice Pedroletti

L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique, de Christophe Jaffrelot, Fayard, 352 pages, 25 euros.

• Le Monde. Publié le 03 mai 2019 à 11h05 :

https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/03/en-inde-la-democratie-ethnique-de-modi_5457727_3232.html
